

Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de septembre 2010

Troisième trimestre 2010

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés avec 206 représentants de différentes branches économiques durant les mois de juillet et d'août 2010, sont résumés ci-après.

Résumé

L'évolution favorable de la conjoncture s'est poursuivie au troisième trimestre 2010. L'industrie manufacturière a enregistré la reprise la plus forte en comparaison annuelle. Une croissance reposant sur une large assise a également été observée dans la construction et dans le secteur des services. En conséquence, la demande de main-d'œuvre a progressé. Les entreprises sont un peu moins réservées qu'au deuxième trimestre quant à un éventuel accroissement des effectifs.

Ayant observé un renforcement de la demande, les interlocuteurs se sont déclarés confiants dans l'avenir proche. Les perspectives pour les prochains mois laissent présager une croissance positive des chiffres d'affaires dans les trois secteurs économiques, bien qu'un certain tassement soit attendu, en particulier pour l'industrie manufacturière. La sous-utilisation des capacités techniques de production de l'économie suisse devrait se réduire encore.

Malgré l'évolution favorable que la marche des affaires a connue, les craintes quant à la durabilité de la reprise économique mondiale ont persisté. D'une part, l'état des finances publiques au niveau international et ses possibles répercussions sur les marchés financiers et les marchés des changes ainsi que sur la demande agrégée dans les pays concernés sont source d'incertitudes. D'autre part, la politique monétaire fortement expansionniste menée à l'échelle mondiale comporte, de l'avis d'une partie des interlocuteurs, des risques d'inflation, et fait craindre un relèvement abrupt des taux d'intérêt.

Les réactions face à la revalorisation du franc ont été très contrastées selon les branches.

1 Marche des affaires

Industrie

Au troisième trimestre, la situation économique de l'industrie manufacturière a continué de s'améliorer, bien que dans une mesure moindre qu'au trimestre précédent. En comparaison annuelle, les chiffres d'affaires ont généralement connu une forte augmentation. Ils ne sont restés inférieurs à ceux atteints un an auparavant que pour quelques entreprises seulement. Partant de niveaux très inégaux, l'industrie textile et l'habillement, la chimie, l'industrie pharmaceutique, l'industrie horlogère, la métallurgie ainsi que la construction de machines et d'équipements liée à l'automobile ont connu en un an une reprise supérieure à la moyenne. L'industrie des matières plastiques et la chimie de spécialités ont connu, elles aussi, un grand dynamisme.

La demande intérieure a continué à jouer un rôle de soutien important, celle provenant des pays émergents d'Asie et d'Amérique du Sud a été plus vive que la moyenne, et la demande de la zone euro a connu un essor, généré en particulier par le secteur automobile en Allemagne et en France.

Au cours des mois passés, les stocks de produits finis ont été fortement réduits. Comme au trimestre précédent, le niveau des stocks a été jugé adéquat dans toutes les branches. Les futures impulsions de la demande devraient donc continuer à se traduire par une hausse de la production.

Construction

Partant d'un très bon niveau, la croissance dans la construction s'est raffermie. Les interlocuteurs ont fait état de chiffres d'affaires en nette augmentation en comparaison aussi bien avec ceux enregistrés un an auparavant qu'avec ceux obtenus au deuxième trimestre 2010. La croissance a essentiellement été stimulée par l'immobilier résidentiel et le second œuvre. Un nombre croissant d'interlocuteurs ont déclaré être préoccupés par les risques que la politique de taux bas fait peser sur le marché immobilier. Mais ils n'observent toujours pas de bulle à proprement parler.

Services

Les chiffres d'affaires du secteur des services ont fortement progressé entre le deuxième et le troisième trimestre 2010, atteignant eux aussi un niveau nettement supérieur à celui observé il y a un

an. L'essor le plus important a été enregistré dans le secteur des technologies de l'information, où les chiffres d'affaires ont connu une hausse très marquée par rapport au trimestre précédent. Une croissance toujours vigoureuse des chiffres d'affaires a également été observée pour l'hôtellerie et la restauration, les bureaux d'ingénieurs et de conseil ainsi que dans le commerce de gros et de détail. Mais dans les régions frontalières, la faiblesse de l'euro s'est traduite par un renforcement du tourisme d'achat dans les pays voisins. L'évolution des chiffres d'affaires a été très hétérogène dans le secteur bancaire.

2 Utilisation des capacités de production

Le taux d'utilisation des capacités techniques de production a continué à s'améliorer depuis le deuxième trimestre dans tous les secteurs et s'est rapproché du niveau jugé normal. Toutefois, il existe toujours des différences d'un secteur à l'autre.

La sous-utilisation des capacités a encore été légère pour l'ensemble de l'industrie manufacturière. Mais elle est restée marquée dans la chimie, l'industrie des machines et les entreprises de sous-traitance de l'industrie horlogère, en dépit de l'évolution favorable des affaires observée récemment dans ces secteurs. La situation dans la métallurgie a été assez hétérogène. Le taux d'utilisation des capacités a été qualifié de normal dans l'industrie des denrées alimentaires.

Dans le secteur de la construction, le taux d'utilisation des capacités techniques de production a poursuivi sa progression et est maintenant considéré comme élevé et nettement supérieur au niveau observé normalement en période de plein emploi. Aucune entreprise n'a présenté de taux d'utilisation des capacités insuffisant.

Dans le secteur des services, la sous-utilisation des capacités a continué à diminuer et a quasiment atteint le niveau normal. Le taux d'utilisation des capacités a été bon pour les bureaux d'ingénieurs et de conseil ainsi que pour les agents immobiliers. Dans le commerce de détail et la vente par correspondance, dans certains segments de l'hôtellerie ainsi que chez les voyageurs, l'utilisation des capacités a encore été insatisfaisante, malgré la forte progression des chiffres d'affaires. Une situation comparable a été observée dans le

secteur du placement du personnel et dans quelques banques.

3 Demande de main-d'œuvre

Dans l'industrie manufacturière, le redressement de la marche des affaires est allé de pair, ce trimestre également, avec un accroissement sensible de la demande de main-d'œuvre. La suppression des mesures de chômage partiel encore en vigueur s'est poursuivie, et quelques entreprises recourent de plus en plus à du personnel temporaire ou ordonnent des heures supplémentaires. Certaines ont recommencé à recruter des collaborateurs, de sorte que l'emploi a légèrement augmenté. Globalement, le niveau des effectifs paraissait répondre aux besoins des employeurs, alors qu'il avait été considéré au deuxième trimestre comme étant encore un peu trop élevé. Concernant la construction de machines et de machines-outils, un certain manque de main-d'œuvre a été signalé dans de rares cas. Par contre, la construction d'installations et appareils électriques a fait état d'effectifs plutôt trop élevés.

Dans le secteur de la construction aussi, la demande de main-d'œuvre a continué à croître. Parfois, des mesures transitoires telles que le recours à du personnel temporaire ont été prises pour compléter les effectifs. Certes, la plupart des entreprises consultées se sont déclarées satisfaites du niveau d'emploi actuel, mais, par rapport au deuxième trimestre, les interlocuteurs ont été plus nombreux à trouver les effectifs un peu justes.

Dans le secteur des services, le niveau de l'emploi était considéré comme adéquat dans l'ensemble, voire comme légèrement trop bas. Des besoins de recrutement ont surtout été signalés dans les technologies de l'information, les services financiers et dans les bureaux d'ingénieurs.

Globalement, le recrutement de nouveaux collaborateurs a été jugé, ce trimestre également, plus aisé que d'ordinaire. Cela ne s'applique ni à la construction, ni à l'industrie financière, qui font encore figure d'exception. Dans l'hôtellerie et la restauration aussi, il a été apparemment plus difficile qu'à l'accoutumée d'engager du personnel. D'une manière générale, trouver de la main-d'œuvre hautement qualifiée reste ardu.

Dans la plupart des branches industrielles, les coûts du travail par employé sont restés stables.

Par rapport aux données du trimestre précédent, la pression sur les salaires a même quelque peu diminué. L'industrie horlogère constitue à cet égard une exception, les salaires réels ayant progressé par rapport au troisième trimestre 2009. Dans les secteurs de la construction et des services – informatique, transports et commerce notamment – les salaires ont été légèrement orientés à la hausse comme au deuxième trimestre 2010. Cette tendance s'est renforcée dans la construction. Pour 2011, plusieurs entreprises envisagent d'augmenter les salaires réels, en particulier dans les branches industrielles dans lesquelles il existe un besoin de rattrapage.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

En soi, l'accroissement des volumes de production et des chiffres d'affaires a certes amélioré les marges bénéficiaires, car les frais fixes sont mieux absorbés. Toutefois, comme aux trimestres précédents, les marges dans l'industrie manufacturière ont été jugées beaucoup plus faibles que d'ordinaire; souvent, seul le lancement de nouveaux produits permet de les augmenter. A court terme, elles devraient rester sous pression. D'une part, les entreprises ne prévoient plus qu'une augmentation marginale des prix d'achat, ce qui reflète le refroidissement attendu de l'économie mondiale. La revalorisation du franc continuera à atténuer quelque peu ce phénomène. D'autre part, les prix de vente en francs devraient rester stables ou légèrement diminuer en raison d'une vive concurrence et de l'effet de taux de change. Dans plusieurs branches, des entreprises vont essayer çà et là d'imposer des augmentations de prix, qui ne pourront toutefois être réalisées que si les conditions propres aux entreprises et aux marchés le permettent.

Dans le secteur de la construction, les marges bénéficiaires sont considérées comme quasi normales, voire légèrement insuffisantes. Par rapport au trimestre précédent, l'appréciation de la situation est moins négative. Alors qu'une hausse des prix d'achat était escomptée au deuxième trimestre, c'est maintenant vers une stabilisation des prix que les attentes se sont déplacées. De même, les entreprises sont un peu plus nombreuses à avoir l'impression qu'elles pourront parvenir à des prix de vente plus élevés. La dépréciation de l'euro a en-

core accru la concurrence avec les entreprises étrangères, surtout allemandes.

Les interlocuteurs du secteur des services qualifient leurs marges bénéficiaires de normales à légèrement insuffisantes. Le résultat global a été influencé négativement par les marges d'intérêt nettement insatisfaisantes dans le secteur des banques, où la concurrence reste vive, notamment dans le domaine des prêts hypothécaires. Sont aussi considérées comme insuffisantes les marges bénéficiaires dans les agences de placement de personnel, les bureaux d'ingénieurs, dans certains établissements du commerce de gros et de détail, ainsi que dans l'hôtellerie.

5 Répercussions de la revalorisation du franc

Lors de l'enquête, les entreprises ont également été interrogées en juillet et en août 2010 sur le cours de change. Concernant l'impact de la revalorisation du franc sur la marche des affaires, elles ont été plus de la moitié à répondre n'avoir constaté aucun effet perceptible. Près d'un cinquième d'entre elles ont signalé un impact favorable. Pour un bon quart d'entre elles, les effets ont été légèrement, voire fortement, négatifs.

Les répercussions sont cependant très variables d'un secteur de production à l'autre. C'est l'industrie manufacturière qui a le plus souffert de la revalorisation du franc. Environ 60% des entreprises se sont exprimées en ce sens, en particulier celles actives dans la fabrication de produits en amont (produits chimiques, matières plastiques), dans l'industrie des biens d'équipement (fabrication d'installations électriques et larges pans de l'industrie des machines) et dans la métallurgie. Les effets négatifs ont, pour l'essentiel, consisté en une forte diminution des marges bénéficiaires et, dans une moindre mesure, en un recul des volumes de vente. Quant aux effets positifs, ils étaient surtout liés à des baisses des prix des importations et, en partie, à des coûts moins élevés pour les investissements.

Tant dans les services que dans la construction, la revalorisation du franc n'a eu aucun effet sur la grande majorité des entreprises. Jusqu'en été, même l'hôtellerie n'a signalé que des effets négatifs très limités.

6 Perspectives

Dans l'industrie manufacturière, l'amélioration du climat qui s'est amorcée dès le second semestre 2009 s'est poursuivie. Dans leur grande majorité, les entreprises prévoient un accroissement des chiffres d'affaires et une augmentation de l'utilisation des capacités de production. Du côté de l'emploi aussi, les perspectives pour les six prochains mois sont relativement positives, une légère progression de l'emploi étant attendue, alors qu'en début d'année, les interlocuteurs tablaient encore sur des effectifs inchangés. Le retour à une productivité accrue reste un objectif répandu.

Dans le secteur de la construction, les entreprises demeurent confiantes. Elles estiment que les chiffres d'affaires vont continuer d'augmenter légèrement. En ce qui concerne l'immobilier résidentiel et le second œuvre, elles s'attendent à ce que le taux d'utilisation des capacités se stabilise au niveau élevé enregistré actuellement. Seuls quelques rares interlocuteurs prévoient que le taux d'utilisation des capacités de production va continuer à progresser. Personne ne table sur un recul de celui-ci. L'emploi devrait connaître une légère hausse.

Dans le secteur des services, les prévisions se sont améliorées en ce qui concerne l'évolution des affaires au cours des six prochains mois. Dans les technologies de l'information, le commerce de gros et de détail, ainsi que dans le secteur de vente d'automobiles, les attentes relatives aux chiffres d'affaires sont particulièrement optimistes. La confiance est également perceptible chez les fournisseurs de services financiers, de même que dans l'hôtellerie et la restauration. Les interlocuteurs du secteur des services prévoient par conséquent une augmentation graduelle du taux d'utilisation des capacités techniques de production et une légère hausse de l'emploi.

Des incertitudes persistent toutefois pour les perspectives relatives à l'évolution de la conjoncture européenne, aux fluctuations possibles des taux de change et au niveau des taux d'intérêt. La situation serait nettement moins favorable si ces paramètres changeaient, et surtout s'ils le faisaient rapidement. De plus en plus nombreux, les articles de presse traitant d'une éventuelle récession en double creux provenant des Etats-Unis n'ont pas un effet rassurant et accroissent donc un peu les craintes qu'un scénario négatif pourrait devenir réalité. Pourtant, les plans d'investissement ont augmenté dans tous les secteurs par rapport au trimestre précédent. C'est le cas pour les investissements en biens d'équipement et en constructions. Mais ces dépenses d'investissement plus élevées reflètent surtout l'importance des besoins de renouvellement, plutôt que l'intention d'accroître les capacités de production existantes.